

Actualités

Orford: le milieu réclame une commission parlementaire dans la région

> Dany Jacques

redaction.reflet@transcontinental.ca

Le milieu réclame la tenue d'une commission parlementaire sur l'avenir du Mont-Orford dans la MRC de Memphrémagog et non pas à Québec.

Élus et gens d'affaires s'articulent en ce sens depuis quelques jours pour convaincre le gouvernement Charest de déplacer cette commission dans la région.

Selon le porte-parole de la FTQ, Marc Bellemare, le temps presse, car la commission parlementaire pourrait avoir lieu aussi rapidement qu'à la fin du mois d'avril ou au début mai. «Je la veux à Magog, car il s'agit d'un dossier régional, qui concerne tous les Estriens, qui seront par le fait même plus nombreux à y participer qu'à Québec», de dire M. Bellemare.

Des liens possibles entre le domaine skiable et des établissements hôteliers hors-parc seront au cœur de cette prochaine commission. Certains ont déjà manifesté leur désir d'avoir deux liaisons, l'une vers un développement immobilier en devenir appartenant à André L'Espérance au sud, et l'autre vers la vaste propriété de Vertendre, à Eastman.

Le CLD de la MRC de Memphrémagog, pour sa part, croit que la population de la région doit avoir la priorité et un accès facilité afin de pouvoir s'exprimer sur le sujet, puisque c'est elle qui aura à composer avec les lendemains d'une décision gouvernementale.

Le député d'Orford, Pierre Reid, endosse l'idée de présenter cette commission parlementaire d'une journée dans la région. Siégeant lui-même sur la Commission des transports et de l'environnement, il pense cette idée très réalisable pour rapprocher le



Lors de sa visite du 23 mars dernier, la ministre Line Beauchamp a annoncé la tenue prochaine d'une commission parlementaire sur l'avenir du Mont-Orford. Elle discutait ici avec le président de la Coopérative de solidarité du Mont-Orford, Bertrand Larivée, et le porte-parole de la FTQ, Marc Bellemare. (photo : Dany Jacques)

processus démocratique vers la population. «Ce serait une excellente idée, car le dossier d'Orford s'est souvent promené entre Québec et Montréal», résume-t-il.

Pierre Reid prévient le milieu de transmettre rapidement leur demande même si la commission ne devrait pas entendre les commentaires sur ce projet de loi numéro 90, «Loi concernant le Parc national du Mont-Orford», avant la mi-mai.

Pierre Dépôt, un résidant du Canton d'Orford, nage à contre-courant dans ce dossier. Selon lui, le Parc national du

Mont-Orford appartient à l'ensemble de la population québécoise. «Ce n'est donc pas un dossier régional et la commission parlementaire devrait se tenir à Québec pour s'écarter des influences politiques locales, insiste-t-il. Dans l'éventualité où ces deux liaisons seraient aménagées au Parc national du Mont-Orford, à la suite des pressions locales, cela aurait pour effet de compromettre l'intégrité écologique des 23 autres parcs nationaux ailleurs au Québec.»

Cette commission devrait se tenir sur

deux jours. La première rencontre, qui pourrait avoir lieu à Magog, serait consacrée à l'écoute d'individus et de groupes émettant des commentaires sur le projet de loi, plus particulièrement sur les possibles liaisons hors-parc. La seconde journée aurait lieu à Québec et serait consacrée à l'étude du projet de loi, article par article.

Cette commission compte sept députés libéraux, incluant Pierre Reid et Guy Ouellette, quatre députés péquistes, dont Scott McKay et Étienne-Alexis Boucher, ainsi qu'un député de l'ADQ.

La Coop Orford va de l'avant malgré les embûches de l'appel d'offres

> Dany Jacques

redaction.reflet@transcontinental.ca

La Coopérative de solidarité du Mont-Orford ira de l'avant avec sa proposition de relance de la station touristique malgré les embûches de l'appel d'offres du gouvernement, qui tente par cette démarche de dénicher un nouveau gestionnaire au ski et au golf du Mont-Orford.

Après une première analyse, le conseil d'administration de la Coopérative déplore des failles évidentes, mais il croit toujours à la faisabilité de son projet.

Ses dirigeants jugent la Coop désavantagée, car l'appel d'offres manque notamment des critères de succès liés à l'économie sociale. Ils déplorent aussi que

son contenu encourage la reproduction du même style de gestion que la station subit depuis de nombreuses années.

La Coop signale que l'appel d'offres ne tient nullement compte du travail effectué en région depuis trois ans, tout en ne faisant pas mention d'un projet quatre saisons, aucune indication sur des critères de développement durable et rien concernant les employés.

Les dirigeants de la Coop pestent aussi sur le délai très court pour répondre. Une visite des lieux des soumissionnaires, une rencontre d'information et l'analyse des états financiers sont prévues le 8 avril à Orford, mais les propositions doivent être déposées au plus tard le 28 mai.

Toutefois, la caution de 4 millions de

dollars demandée par le gouvernement n'inquiète pas la Coopérative, car ses dirigeants tablent déjà sur un premier scénario positif en ce sens.

Une assemblée générale extraordinaire sera bientôt annoncée pour la fin mai afin de présenter et faire adopter le projet de la coopérative par ses membres.

Ski Bromont intéressé

Charles Désourdy, de Ski Bromont manifeste également de l'intérêt pour acquérir le domaine skiable et le golf Orford, malgré l'importance du mandat et des investissements à faire pour moderniser la station.

Selon Radio-Canada, d'importants travaux sont à prévoir au chalet de ski pour

le rendre conforme aux normes de la Régie des bâtiments. Aux dires de cette entreprise de presse, 40 avis de défauts y ont été constatés lors d'une inspection en 2007.

L'appel d'offres a aussi suscité l'intérêt de l'ancien gestionnaire de la station, André L'Espérance, mais ce dernier ne clarifie pas, pour l'instant, ses intentions.

L'actuel gestionnaire du Mont-Orford, Gestion Soroma, n'est pas sur les rangs pour acquérir les équipements, mais cette entreprise se montre intéressée à s'associer au prochain acquéreur pour assurer la gérance des installations. Selon la directrice générale du Mont-Orford, Brigitte Marchand, Gestion Soroma veut faire partie de la suite des choses.